

Et les médias communautaires dans les rapports commandés par Patrimoine?

Victoriaville et Gatineau, 7 mars 2017 – La Fédération des télévisions communautaires autonomes du Québec (la Fédération) et l'Association canadienne des usagers et stations de télévision communautaires (CACTUS) s'allient pour saluer les rapports « *Le miroir éclaté* » du Forum des politiques publiques (FPP) publié en janvier dernier, ainsi que le rapport « *La culture canadienne dans un monde numérique* » de Ipsos Reid publié en février, tous deux commandés par Patrimoine Canada.

La Fédération et CACTUS sont en accord avec les conclusions des rapports : les revenus des médias traditionnels sont à la baisse, la centralisation de la presse et le désengagement des grands groupes de presse des régions est préoccupant et la montée des médias sociaux comme « fournisseurs » de fausses nouvelles sont inquiétants.

Mais si « *L'information est aussi vitale pour la démocratie que l'air pur, les rues sécuritaires, les bonnes écoles et la santé publique* », comme en fait référence « *Le miroir éclaté* », nous sommes déçus de n'y retrouver presque aucune mention de la télévision communautaire autonome (TCA) et de son apport à la démocratie, au journalisme civique et à la couverture médiatique et culturelle locale.

Cela fait 50 ans que les TCA agissent comme vecteurs de démocratie participative et garants d'une offre d'information locale maintenant presque disparue du paysage télévisuel des grands réseaux, sans mentionner le rôle qu'elles jouent en permettant aux journalistes et créateurs émergents ou établis, de tester de nouvelles idées et de développer des compétences à faibles risques sur des plateformes locales.

Si le journalisme civique se dirige en « *marche rapide vers le précipice* » comme le stipule « *Le miroir éclaté* », il est surprenant de constater que le rôle des médias communautaires ne soit pas pris en considération, surtout lorsque nous offrons une alternative et une solution aux problèmes mentionnés. Nos membres, combinés aux membres de l'Association nationale des radios communautaires et étudiantes, de l'Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec et de l'Alliance des radios communautaires du Canada regroupent près de 200 détenteurs de licence, en plus d'une cinquantaine d'autres qui contribuent au journalisme civique au sein des télévisions communautaires des câblodistributeurs. De plus, les médias communautaires sont identifiés dans la Loi sur la radiodiffusion, comme faisant partie des trois éléments définissant le système. Le Canada est largement reconnu comme étant l'inventeur de la télévision communautaire, mise sur pied pour répondre au besoin de notre petite population dispersée sur notre grand territoire. C'est une leçon que nous semblons avoir oubliée. Le Canada a toujours eu un secteur des médias petit et fragile; les médias communautaires sont notre arme secrète.

Dans un processus visant à faire le point sur les ressources nationales dédiées à générer du contenu canadien, comment est-il possible d'ignorer l'un des piliers du système de diffusion? Les deux rapports sont d'accord pour dire que le secteur public – et privé – de radiodiffusion ne comble pas le vide, alors que nos membres en détiennent les clés : ils occupent ce territoire unique entre un diffuseur professionnel, qui semble être possible seulement dans nos grandes villes, et le chaos de l'Internet. Les radiodiffuseurs communautaires sont dirigés par des journalistes formés, qui catalysent, guident et

organisent des contenus dans des communautés qui autrement n'auraient pas voix au chapitre. Et nous le faisons pour le dixième du coût des secteurs public et privé. Autrement dit, pour chaque dollar dépensé dans le secteur public et privé, nous pouvons produire 10 fois plus de contenu, tout en accomplissant un engagement public et un rôle de formation.

Peut-être qu'en fait, ce n'est finalement pas surprenant. Le rapport d'Ispos Reid étale les différents constats émanant des rencontres organisées partout au pays, rencontres auxquelles nous n'avons pas été invités et « panels d'experts » desquels nous avons été exclus.

Si les responsables du rapport avaient considéré nos mémoires écrits, ils auraient vu que nous avons proposé un *Système C* (communautaire), alternatif aux systèmes A et B mentionnés par les auteurs du rapport « *Le miroir éclaté* ». Un système déjà en place, fonctionnel, mais sous-financé et menacé de perdre encore plus de son financement suite aux changements dans la réglementation (CRTC 2016-224, mentionné seulement brièvement dans le rapport de PFF), mais beaucoup plus efficient que celui déjà en place en train de disparaître à petit feu. Nous croyons que de renforcer les médias communautaires — au lieu de les affaiblir— remplirait en grande partie les objectifs de ces deux rapports.

-30-

Sources :

Amélie Hinse
Fédération des TCA du Québec
(819)604-7900
ahinse@fedetvc.qc.ca

Cathy Edwards
CACTUS
(819)456-2237
cathy@timescape.ca